

Le problème des mines et le rôle de la Suisse à l'ONU

Autor(en): **Prévignac, Henri de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **142 (1997)**

Heft 12

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345839>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le problème des mines et le rôle de la Suisse à l'ONU

Au début de l'année 1997, le lieutenant-colonel EMG Jacques Baud a été envoyé par le Département militaire fédéral à New York pour renforcer l'équipe internationale de l'ONU qui travaille au difficile problème du déminage. Il nous a fait parvenir ses premières impressions. (Réd.)

L'ONU est sur le qui-vive. Sur le plan intérieur tout d'abord car, pour obtenir le paiement des arriérés de cotisations des Etats-Unis, le secrétaire général Kofi Annan s'est engagé à restructurer et à rationaliser l'institution. Comme dans tout processus de ce genre, chacun essaie de tirer la couverture de son côté. Le déminage, sujet porteur, que l'on qualifie volontiers ici de sujet « sexy », est pratiqué et courtisé par tous. Il a été décidé de regrouper les organes de déminage du Département des affaires humanitaires et du Département des opérations de maintien de la paix en une seule organisation. Jusqu'à présent, mon travail a été axé sur cette restructuration.

Les problèmes techniques du déminage restent entiers et nous sommes toujours à la recherche d'une solution-miracle. Les champs de mines qui nous préoccupent n'ont strictement rien à voir avec notre notion européenne du champ de mine. Les marchands de solution n'ont malheureusement pas encore compris cela. Souvent, on passe des centaines de kilomètres au peigne fin pour ne trouver que quelques mines. Une zone où un, voire deux accidents surviennent, devient ipso facto une « zone minée ». Le travail de recherche est considérable, même s'il n'y a que deux ou trois mines.

Au Guatemala ou au Mozambique, les guérillas ont déplacé plusieurs fois leurs champs de mines, en oubliant chaque fois quelques-unes d'entre elles. Au Mozambique et en Angola, certaines mines sont en place depuis 15-20 ans. La végétation a progressivement recouvert ces secteurs désertés par les populations locales, si bien que les systèmes sophistiqués de détection thermique, expérimentés avec succès en Europe sur des mines fraîchement enterrées, sont totalement inefficaces dans ces conditions. Dans le sol ferreux de l'Angola, les meilleurs détecteurs de mines européens sont inutiles. On enregistre une moyenne de 1000 fausses alarmes pour la détection d'une seule mine !

Même si le désamorçage pose des problèmes techniques et reste dangereux, l'essentiel reste la détection. Dans le doute, la

zone est considérée comme minée, et toute activité économique y est impossible. Le problème, ce sont donc autant les mines qui n'existent pas que celles qui existent ! Au Mozambique, dans des zones minées, on s'attendait à trouver 2 millions de mines, on n'en a trouvé que 24 000, mais le travail a été le même. Cela explique que le coût de récupération de chaque mine est près de 300 fois supérieur au coût de la mine elle-même.

Tout cela sans parler des « UXO » (Unexploded Ordnance), autrement dit, les ratés : obus d'artillerie, roquettes et bombes d'aviation. En Angola, un village a vécu près de cinq ans avec une bombe de 500 kg non explosée plantée dans le sol à proximité de l'école ! Il a fallu évacuer tout le village pour la désamorcer. Au Koweït et au sud de l'Irak, quelque trois millions de roquettes d'aviation polluent le sol du désert, sans compter les autres munitions ! Les mines ne sont donc qu'une partie du problème...

Et notre pays dans tout cela ? Nous ne sommes pas membres du « Machin » comme le disait de Gaulle, mais la contribution financière de la Suisse au déminage dans le monde est loin d'être négligeable et est très appréciée, tant en termes de quantité qu'en terme de qualité (nous tenons nos engagements). En 1997,

Pays	Montant
1. Union européenne	\$ 6 600 000
2. Japon	\$ 5 100 000
3. Danemark	\$ 4 300 000
4. Etats-Unis	\$ 2 200 000
5. Suisse	\$ 1 600 000
6. Allemagne	\$ 1 450 000
7. Norvège	\$ 1 300 000
8. Suède	\$ 1 150 000
9. Grande-Bretagne	\$ 1 100 000
10. Italie	\$ 620 000

la place de la Suisse parmi les dix plus grands donateurs est bonne.

La Suisse est donc bien accueillie à New York. Quant au problème des avoirs juifs dans nos banques, il semble être passé aux oubliettes même si, de temps en temps, surgissent des articles qui « réchauffent » des informations déjà données dans le *New York Times*. J'ai l'impression que le sujet a été plus émotionnel chez nous... Mais, à quelque chose, malheur est bon, espérons que la création de « fonds » et autres compensations aidera Israël à augmenter sa participation à la lutte contre les mines, qui s'élève jusqu'à présent à... 30 000 dollars !

Lt-col EMG Jacques F. Baud
15 octobre 1997

A propos de l'article du Lt-col EMG Escher sur la valeur actuelle de la neutralité (RMS septembre 1997)

Vos thèses peuvent être qualifiées de logiques, mais elles sont loin d'être réalistes. A propos de l'intégration, il faut retenir que l'Europe ne correspond pas à la Communauté européenne (CE). La Suisse vit en Europe, travaille avec elle et, connaissant bien les exigences de la solidarité, elle ne s'isole pas. Notre pays, depuis 1815, a donné plus à l'Europe que ceux de nos organes qui veulent favoriser l'entrée de la Suisse dans la CE et ont de la peine à en reconnaître les dangers pour notre souveraineté et la démocratie directe. Le

problème de l'intégration n'est pas une affaire économique, mais d'abord une affaire politique. La perte de notre souveraineté ou de la démocratie directe ne passera pas chez nous. Voulez-vous vraiment déléguer les décisions de base à une assemblée de commissaires ou de ministres qui n'ont jamais vécu le système de la démocratie directe ? Vous vous trouvez sur un chemin dangereux, ne réalisant pas que les grandes organisations représentent la puissance, la domination. Et la domination contient en germe l'agressivité : suivez l'histoire mondiale !

Quant à la neutralité ? Personne ne peut dire aujourd'hui ce qui se passera en Europe ou dans le monde dans les dix à quinze ans. La mission première d'un gouvernement est de tenir le pays hors d'une guerre, et c'est avant tout valable pour un petit pays. On a décidé de travailler dans le cadre du Partenariat pour la paix, c'est bien, car cela sert aussi à notre sécurité. Il ne faut pourtant pas perdre de vue une décision réservée très importante : le passage à l'état de neutralité armée si la situation géopolitique changeait.

Vous avez omis d'expliquer, ce me semble, la vraie situation d'un petit Etat qui fait partie de l'Europe et qui, par son système politique, pourrait être un modèle pour un système de liberté et de paix sur le vieux continent.

Div Hans Wächter,
commandant des
écoles centrales (1976-
1982)

28 septembre 1997

Les réflexions d'un lecteur français

J'ai le sentiment que nous sommes engagés dans une bataille menée avec des armes qui ne font pas couler le sang, mais de l'encre. La tactique consiste à culpabiliser les opinions publiques de nations capables d'indépendance ou même de personnalité. Le moyen en est le chantage à la mémoire, essentiellement la Seconde Guerre mondiale (...).

Récemment, j'ai parcouru l'ouvrage (ou plutôt la machine de guerre) d'un certain Mossé. Cet ouvrage, intitulé *Ces messieurs de Berne*, porte significativement en couverture des troupes de la Wehrmacht défilant au pas de l'oie sous le drapeau helvétique. La (fou)thèse de l'auteur est que la Suisse a participé activement à la collaboration avec l'Allemagne (...) et, surtout, participé au génocide des Juifs par son refus d'accepter tous les réfugiés. Mossé n'hésite pas à associer un grand homme comme Guisan et un petit agitateur, pro-nazi avant d'être pro-arabe, j'ai cité Genoud, présenté abusivement comme un banquier...

Le souci de discréditer le système bancaire suisse est évident. Depuis deux ans, il est violemment attaqué par une campagne stratégique de désinformation (...). S'il existe en France des gens violemment hostiles à leur propre pays et attachés à son avilissement, Ziegler et Mossé restent des exemples d'une violence antinationale que nous n'avons pas chez nous.

Henri de Prévignac